

piration du gouvernement de paralysie nationale du Likoud et du Maarakh.

Sous l'influence du *feed-back* des médias internationaux, la population israélienne tombera dans le désespoir et l'extrémisme. Les hommes du camp national ne voudront pas reconnaître qu'ils ont été idiots de faire confiance aux dirigeants du Likoud et à leur ligne ; ils préféreront penser : « *Il n'y a pas le choix, il faut renoncer.* » A moins qu'ils reprennent leur sempiternel slogan : si le Maarakh avait gouverné seul, ç'aurait été pire. D'autres risquent de commettre des actes extrémistes, qui ne vont pas de pair avec la démocratie.

Le Likoud connaîtra une grave crise, et des centaines de militants agiront publiquement et énergiquement pour mettre fin au processus qui sera déclenché. A gauche, l'illusion d'une paix proche poussera une frange de la population à faire pression sur le gouvernement qui, de toute manière, renoncera au bout du compte à presque tout, mais la cause est susceptible d'imposer un rythme beaucoup plus accéléré.

La Galilée et les villages du Triangle connaîtront un renouveau de l'action nationale arabe. Les contacts entre les dirigeants arabes israéliens et l'OLP se multiplieront et s'approfondiront. Il y aura de plus en plus de slogans en faveur de l'État palestinien, et une population de plus en plus large s'interrogera sur l'étape suivante de la lutte pour la libération de la Galilée, ou tout au moins pour l'octroi de l'autonomie et la création d'un lien entre les Arabes de Galilée et du Triangle et l'État palestinien.

En Judée-Samarie, l'illusion de pouvoir trouver des partenaires modérés s'évanouira. Le règlement de comptes entre les collaborateurs et l'État d'Israël s'amplifiera ; et parallèlement aux négociations, il y aura une plus grande pression extérieure sous forme de manifestations, publications extrémistes et actions destinées à réveiller l'opinion publique internationale.

Tout ce drôle de jeu des expulsés et des exilés n'a aucune signification si l'on parle d'une personne expulsée en 1982 ou d'un

réfugié de 1948 ou de 1967. Le véritable débat doit-il avoir lieu... avec les habitants de Judée-Samarie ou avec le peuple palestinien ?

C'est précisément la grande défaite de Shamir : il a essayé de dialoguer avec les habitants des territoires (moi aussi, je suis pour), et il va maintenant mener des négociations avec le peuple palestinien. C'est lui qui en est l'initiateur, alors qu'il ne vienne pas se plaindre !

(...) Ce scénario est valable à condition que le Likoud continue à participer au gouvernement d'union nationale. Dans ce cas, ce scénario est inévitable : plus Shamir et Arens exprimeront une position inflexible, plus le Maarakh se rapprochera des positions égyptiennes et américaines ; Arens et Shamir n'auront qu'à plier sous le poids de ces forces.

(...) Face à cette situation, Shamir n'a que deux options : la résignation ou la défaite du gouvernement.

Michaël EYTAN

Haolam Hazé, 20 septembre 1989.

LA TRANSFIGURATION DE RABIN

L'un des plus beaux compliments que l'on puisse faire à un homme politique expérimenté, qui a déjà derrière lui ses meilleures années d'activité, est qu'il peut encore surprendre par des positions et des décisions inattendues. On peut sans aucun doute faire cette semaine ce compliment au ministre de la Défense, Yitzhak Rabin. (...) Une chose sérieuse, presque dramatique, liée aux racines mêmes du problème palestinien, lui est arrivée, quelque part entre Washington, Jérusalem et le Caire.

Jusqu'à ce jour, nous ignorons le contenu de son tête-à-tête avec le secrétaire d'État James Baker, tout comme nous savons peu sur les discussions qui ont eu lieu entre Shamir et Rabin après le retour du ministre de la Défense de Washington. Pour des raisons évidentes, nous en savons tout aussi peu sur les conver-

sations de Rabin et du président égyptien Hosni Moubarak au Caire. Mais une chose est sûre : depuis Washington et le Caire, Yitzhak Rabin est perçu différemment par la population. Le changement qui s'opère en lui, et que Shamir fut le premier à noter, est tellement important à première vue que des éléments de la gauche, au sein du parti travailliste et à l'extérieur, (...) sont prêts maintenant à l'adopter comme un enfant qui est revenu au bercail. Quant à la droite, elle est sous le choc. Elle commence à comprendre qu'elle s'est trompée à propos de Rabin, et elle est prête maintenant à le crucifier sur un poteau très haut. (...)

Si l'on devait utiliser un langage imagé, on dirait que, si jusque-là Rabin s'entendait parfaitement avec Yitzhak Shamir, après Washington et le Caire, il a commencé à trouver un langage commun avec Hosni Moubarak. En termes politiques, cela revient à dire que bien qu'il ne soit toujours pas prêt à négocier avec la centrale palestinienne, le ministre de la Défense a compris que sans l'OLP, rien ne bougerait.

(...) Voici les points essentiels sur lesquels ils sont tombés d'accord : l'Égypte œuvrera pour qu'il y ait des élections dans les territoires occupés, elle accueillera les deux délégations, israélienne et palestinienne, qui se chargeront de lancer le processus ; elle se chargera de composer la délégation palestinienne... en accord avec Israël et l'OLP ; Israël participera à la rencontre sur la base de sa propre initiative de paix, et les Palestiniens sur la base des dix points de Hosni Moubarak, qu'il a lui-même qualifiés d'«*éclaircissements*»...

Sur ce dernier point, Moubarak n'a pas eu besoin de convaincre Rabin que ces «*éclaircissements*» ne comprenaient ni l'autodétermination des Palestiniens, ni l'État indépendant, ni la reconnaissance de l'OLP, ni le droit au retour. (...)

Tous deux savent que sans le feu vert ou orange de l'OLP, rien ne se fera. Moubarak bien sûr le dit tout haut. En revanche, Rabin n'a fait aucune déclaration dans ce sens.. Mais tout prouve que Rabin est

arrivé depuis longtemps à cette conclusion, même s'il ne le reconnaît pas. Je dirais même plus : s'il l'avait reconnu, lui et le président Moubarak n'auraient jamais pu s'entendre.

Mais il faut bien s'entendre. Il est faux de croire que Rabin essaie secrètement de préparer l'OLP-Tunis à des négociations directes avec Israël.. Pourtant, qui sait mieux que lui que la plupart des représentants potentiels des territoires sont de toute manière d'accord avec l'OLP ? Ces représentants ne participeront à aucune négociation avec nous sans le feu vert de Tunis. (...)

Yshayahou BEN-PORAT
Yediot Aharonot, 22 septembre 1989.

L'EFFONDREMENT DU GOUVERNEMENT

Le processus entamé sur la base des cinq points de Baker n'amènera pas la paix mais provoquera l'effondrement du gouvernement. Car, même si les problèmes liés aux modalités des élections dans les territoires sont résolus, et que ces élections ont effectivement lieu, les négociations entre la délégation israélienne et la délégation palestinienne ne pourront pas commencer uniquement sur la base d'accords provisoires.

On peut difficilement envisager la tenue d'élections dans les territoires occupés alors que la deuxième partie prenante du processus est l'OLP, qui a posé les conditions que nous connaissons et qui est considérée par les États-Unis comme un partenaire indispensable dans les négociations.

Le gel du processus politique, dont l'OLP porte la responsabilité, convient parfaitement au Likoud qui refuse depuis le début de s'engager dans un processus aboutissant à la restitution des territoires en échange de la paix, et à des pourparlers directs ou indirects avec l'OLP.

Néanmoins, le problème n'est pas de savoir comment agira le Likoud mais plutôt